



LE MEDEF LOIRE NORD REBONDIT SUR LES UNIVERSITÉS D'ÉTÉ



Véronique Madelrieux pour le Medef (à gauche) et Véronique Guillot pour les FCE se sont fait l'écho des revendications patronales

La présidente du Medef Loire Nord, Véronique Madelrieux, fait le point sur les attentes des dirigeants suite aux Universités d'été du Medef qui se sont tenues fin août à Jouy-en-Josas.

Véronique Madelrieux, présidente du Medef Loire Nord, aux côtés de Véronique Guillot, présidente de l'antenne roannaise des Femmes chefs d'entreprises (FCE), livraient lundi en conférence de presse la quintessence des réflexions issues des Universités d'été du Medef des 28, 29 et 30 août à Jouy-en-Josas.

Au programme des trois jours figuraient la fiscalité et la simplification de la législation pour redonner de la marge de manœuvre aux entreprises. « Le Medef se veut bienveillant, tenait à préciser Véronique Madelrieux, mais il faut que l'Etat permette aux dirigeants de travailler, de risquer et d'entreprendre. » Evoquant la future loi de finances 2014, elle dénonçait ce vieux serpent de mer français : le poids de la fiscalité. « D'un côté, les responsables politiques se déclarent du côté des entreprises, de l'autre, les taxes continuent à s'empiler les unes aux autres ». A noter l'opération séduction de cinq ministres venus rencontrer les patrons à Jouy-en-Josas (Moscovici, Montebourg, Pellerin, Cazeneuve et Pinel). Exemple récent : à peine le gouvernement

parlait-il de pose fiscale qu'était annoncé le nouvel impôt sur l'excédent brut d'exploitation (EBE). « Un impôt supplémentaire qui vient freiner l'investissement », regrette Véronique Madelrieux, au nom des membres de l'organisation patronale. « On était rentrés remontés de ces Universités d'été, soulignait Véronique Guillot pour les FCE. « Le ton était positif, on avait envie de se retrousser les manches, puis l'actualité de la rentrée s'est chargée aussitôt de nous décourager. »

« TOUT LE MONDENE S'APPELE PAS PINAULT »

Quid par ailleurs de la bonne utilisation des nouvelles taxes créées au coup par coup pour répondre à tel ou tel besoin ? « Le gouvernement ne fait qu'éteindre des feux. C'est le dernier qui a parlé... », reprenait la présidente du Medef. « Il faut lever les tabous et arrêter de diaboliser le chef d'entreprise. Tout le monde ne s'appelle pas Pinault. Certains dirigeants ne se servent même pas de salaire. Et s'ils gagnent de l'argent, c'est au prix de risques et de quelle somme de travail ? » soulignaient elles ensemble. « La France a de la concurrence concernant son attractivité pour accueillir des entreprises. Il faut redonner envie d'entreprendre. La crise peut être une opportunité, à condition que les choses changent. Et il est grand temps... »

■ Aline Vincent

3e7ba585520260b72bc4fd4f101a5962cd618927146332